

Je me souviens de l'époque où le commerçant qui augmentait ses prix risquait de perdre ses clients. Cela ne semble plus être le cas à l'heure actuelle. Les travailleurs se mettent à réclamer des augmentations salariales de 17 ou 20 p. 100 par an; notre économie doit encore absorber une bonne partie des hausses inévitables du prix de l'énergie qui ne l'ont pas encore été. De plus, nous fonctionnons bien au-dessous de notre capacité potentielle. D'accord, notre taux de croissance a été élevé au premier trimestre, mais presque tous ceux qui parlent de l'économie prédisent qu'elle aura une rechute d'ici la fin de l'année. L'augmentation de notre productivité est extrêmement faible et notre cours du change subit des pressions. Les taux d'intérêt élevés aux États-Unis en sont la cause principale, mais la situation se détériore parce que nous n'avons pas d'entente sur la répartition du pétrole et que nous sommes en plein conflit constitutionnel.

● (2120)

En ce qui concerne le cours du change nous ne serons probablement pas contents, peu importe ce qui arrivera. Supposons pour un instant qu'il ne change pas. Nous aurions alors un cours dont nos manufacturiers s'accommodent aujourd'hui quand ils vendent sur les marchés d'exportation, mais qui est plus bas que celui dont ont besoin les producteurs de produits primaires qui eux aussi veulent vendre sur ces marchés d'exportation. Comme résultat, lorsqu'on demande des augmentations de salaire à ces producteurs primaires, ils ne s'y opposent pas comme ils le feraient normalement et elles sont transmises très rapidement aux autres entreprises partout au Canada. Donc la situation reste difficile même si le cours du change ne fluctue pas. Si notre cours baisse, il attise l'inflation. S'il monte, nos industries manufacturières éprouvent des difficultés sur les marchés d'exportation.

En plus de cela, le contrôle de la masse monétaire est de plus en plus strict, de sorte que nous avons des taux d'intérêt extrêmement élevés; le fait que le gouvernement fédéral doit emprunter de grosses sommes d'argent pour financer son déficit n'arrange pas les affaires. Il n'y a pas de doute qu'en maintenant le strict contrôle de la masse monétaire, on ne fait que contribuer davantage à ralentir l'économie.

C'est à peu près la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Elle est très sérieuse et très difficile. Il est vrai que la Banque du Canada a adopté une politique monétaire restrictive. On a fait toutes sortes de suggestions pour voir s'il était possible d'enrayer l'inflation dans l'économie sans que personne n'en souffre. Certains disent: «Accommodons-nous de l'inflation». Pour ce qui est de l'effet de distribution de l'inflation, des études démontrent qu'aucun groupe en particulier n'a souffert de l'inflation, alors pourquoi ne pas décider que nous allons nous en accommoder?

Le gouverneur de la Banque du Canada nous a dit que cette proposition n'était pas acceptable parce que nous ne pouvons jamais avoir de garantie que l'inflation sera contenue à tel ou tel taux. Cela signifie en outre que plus l'inflation dure, plus on emploie de fonds pour acheter des biens au lieu de les investir dans des ressources croissantes et productives. En pareilles circonstances, le financement à long terme devient de plus en plus difficile, comme il l'est aujourd'hui où il répugne aux prêteurs de faire des prêts autrement qu'à très court terme.

Il règnerait en pareilles circonstances une incertitude constante sur les politiques du gouverneur de la Banque du Canada, que la possibilité d'une erreur désastreuse de politique accroîtrait. Si nous disons que nous sommes prêts à vivre avec l'inflation et si l'inflation continue d'augmenter, comme elle le fera sûrement, elle finira, comme toujours, par devenir absolument scandaleuse et la catastrophe pourrait causer l'effondrement total de l'économie.

Certains disent qu'il faut pratiquer le resserrement monétaire pour réduire les taux d'intérêt. Mais à supposer que les taux soient décrétés par le gouvernement. Autrement dit, le gouvernement déciderait que certains taux d'intérêt baissent. Quel secteur de l'économie choisirait-il? Quel que soit le secteur choisi, la demande y affluerait immédiatement. Imaginons pour un instant que le gouvernement ait décrété la baisse des taux d'intérêt hypothécaires. La spéculation est déjà excessive dans ce domaine, et elle empirerait après l'annonce. Je suppose que le gouvernement peut relâcher sa politique monétaire et ainsi faire baisser les taux d'intérêt, mais il me semble que ce serait un soulagement d'une durée extrêmement courte, car l'inflation redoublerait et les taux d'intérêt à long terme auraient tendance à refléter cette inflation. Notre taux de change s'affaiblirait aussi, évidemment, et contribuerait aussi à l'inflation. On a aussi laissé entendre que nous devrions réduire les taux d'intérêt et laisser le taux du change baisser. Le gouverneur Bouey a déclaré qu'à son avis, nous ne pouvons pas être certains que le taux du change s'arrêterait à un niveau précis. Si nous décidions de réduire les taux d'intérêt en adoptant une politique monétaire plus conciliante, les tendances qui se manifestent déjà dans notre économie ne feraient que s'aggraver.

Il y en a aussi qui disent que nous devrions équilibrer le budget fédéral et que toutes les tendances inflationnistes proviennent de notre déficit. C'est un argument qu'aiment bien les hommes d'affaires. Le gouverneur Bouey a signalé pour sa part que le déficit n'a aucune répercussion sur notre politique monétaire et que nous ne faisons pas fonctionner la planche à billets pour le combler. Le Conseil économique du Canada nous a montré certaines études contenues dans son dernier rapport qui indiquent que le fait de combler le déficit influencerait très peu sur le taux d'inflation. De fait, à bien y penser, ceux qui disent que l'on supprimerait l'inflation en comblant le déficit devraient logiquement voir ce qui se passe partout dans le pays et, si l'on tient compte de tous les budgets provinciaux et fédéraux, on peut voir qu'ils sont excédentaires. D'ailleurs, il est parfois arrivé par le passé qu'un budget excédentaire coïncide avec une période d'inflation. Il existe d'excellentes raisons d'équilibrer un budget mais, selon moi, il est tout à fait faux de dire que cela peut mettre fin à l'inflation.

● (2130)

Certains affirment que nous devrions adopter une politique fiscale des revenus. C'est le dernier principe à la mode dans le domaine de la politique des revenus. Nous avons essayé d'imposer une réglementation au Canada. Cela n'a pas empêché l'inflation. Je pense que tous conviendront, qu'ils soient pour ou contre la réglementation, que cela fausse les tendances d'investissement et que le seul fait que les gens pensent qu'on pourrait imposer une réglementation peut les inciter à réclamer des prix et des salaires plus élevés, comme c'est peut-être le cas à l'heure actuelle. Une fois qu'on applique des mesures